

Laon, le 05 décembre 2025,

## RÉFORME DES DÉPARTEMENTS : LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE L' AISNE RÉAGIT AUX ANNONCES DU PREMIER MINISTRE

À la suite des annonces du Premier ministre concernant une possible réforme des Départements et la réorganisation des compétences des collectivités, le président du Conseil départemental de l'Aisne tient à réagir.



Quelques jours après être venu à la rencontre des présidents des Départements de France lors des assises annuelles en novembre, **le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a réitéré par écrit**, dans un courrier adressé aux élus départementaux, **les engagements qu'il avait pris** devant eux.

### Un rôle départemental conforté mais des interrogations sur les moyens

Analysant ces propositions, le président du Conseil départemental de l'Aisne, **Nicolas Fricoteaux, salue la reconnaissance du rôle des Départements** comme « acteurs de proximité » et l'affirmation de leur place dans la réforme de l'État.

« *L'échelon départemental est la juste échelle pour assurer les solidarités et l'aménagement du territoire* », a-t-il rappelé. Il se félicite également de la volonté de clarifier les compétences et de renforcer le rôle du préfet de département.

## Des transferts de compétences cohérents mais exigeants

Le projet gouvernemental prévoit des changements importants : réorganisation de l'accès aux soins avec la création de **France Santé**, affirmation des Départements comme la collectivité des solidarités avec la **création de l'allocation sociale unifiée (ASU)** regroupant le RSA, l'aide au logement et la prime d'activité, **renforcement du rôle des Départements pour le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie**, transfert de compétences pour la **gestion des réseaux de proximité** (eau, numérique, énergie) et **reprise des routes nationales**.

« *Ces orientations vont dans le sens de la cohérence territoriale, mais elles posent la question des moyens. On compte sur nous, mais avec quels financements ?* » interroge Nicolas Fricoteaux.

## Une inquiétude forte sur la soutenabilité financière

En effet, si le Premier ministre annonce un doublement du **fonds de sauvegarde en 2026 pour 600 M€**, le président rappelle que « *ce n'est qu'un rattrapage, il n'y a pas eu de fonds de sauvegarde en 2025* ».

Il souligne la **fragilité des finances départementales** : « *En 2024, nous avons bénéficié de 6 M€. Avec les mêmes critères, nous pourrions recevoir 11 M€ en 2026 mais nous savons déjà que nous terminerons l'année 2025 avec un déficit prévisionnel entre 5 et 15 M€. Comment bâtir 2026 sereinement avec un tel découvert ?* ». Il dénonce également le non-respect des engagements de l'État sur la dynamique de TVA et s'interroge sur la pérennité des recettes : « ***La fraction de CSG proposée doit couvrir les dépenses nouvelles, mais qu'en est-il des dépenses actuelles qui ne sont déjà pas couvertes ?*** ».

## Des propositions pour une réforme efficace

Le président plaide pour une **réflexion globale sur le bâti scolaire** plutôt que la gestion du bâti **hospitalier** comme proposé par le gouvernement. « *La reprise du bâti hospitalier ne semble pas avoir beaucoup de sens pour le Département. En revanche, **mutualiser les infrastructures des collèges et lycées serait cohérent et nous permettrait d'aborder de façon globale la réflexion sur la carte scolaire**, sujet crucial dans le contexte actuel de baisse démographique* ».

## Fier des réussites départementales

Enfin, Nicolas Fricoteaux rappelle que le Conseil départemental de l'Aisne, malgré le contexte financier contraint, peut être **satisfait des dispositifs déjà mis en place dans ses compétences actuelles, qui répondent de manière efficace aux besoins des Axonais**. On retiendra par exemple l'expérimentation du **RSA rénové** qui montre de très bon taux d'insertion sur tous les territoires où il a été mis en place ou le **taux de satisfaction des usagers de la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées)** qui la place parmi les plus performantes au niveau national.